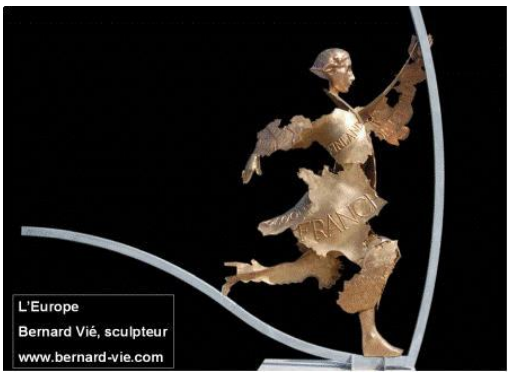
Nouvelles d'Europe – juin 2010 - n° 1023

Le groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe rend son rapport



François Vié. Chronique hebdomadaire d'actualité sur l'Union européenne. Diffusion sur Radio PFM (99.9) lundi à 11h, mardi à 14h, mercredi à 6h 45, jeudi à 8h et vendredi à 9h. Les chroniques peuvent être écoutées et téléchargées sur nouvellesdeurope.com et sur le site radiopfm.com rubrique «chroniques». Taper dans Google « Nouvelles d'Europe » ou « radio Pfm ».

En décembre 2007 les Chefs d'Etats européens ont décidé la création d'un groupe d'une douzaine de personnalités pour réfléchir sur l'avenir de l'Europe à l'horizon 2030. Ce groupe est présidé par Felipe Gonzales, ancien premier ministre espagnol, assisté de deux vice-présidents : Vaira Vike-Freiberga, ancienne présidente de Lettonie et Jorma Ollia, ancien PDG de Nokia. Il comprend entre autres Lech Walesa, Mario Monti, Nicole Notat.
Ce groupe vient de rendre son rapport. Que contient-t-il ?

Le groupe dresse un constat alarmant :

- Le contexte mondial est inquiétant : crise économique, population européenne vieillissante qui met en péril notre compétitivité et la pérennité de nos modèles sociaux, pression à la baisse sur les coûts et les salaires, changement climatique, dépendance énergétique, déplacement vers l'Est des économies mondiales, menaces sur la sécurité.
- La stratégie de Lisbonne qui était censée être la stratégie économique de l'Union a été un échec. L'Europe a accumulé un retard de 15 à 20 ans dans les réformes structurelles qui lui sont nécessaires.
- L'Europe est notamment en retard de productivité, de croissance, d'adaptation à la société du savoir, de démographie.
- De ce fait la crise a touché l'Europe plus violemment que le reste du monde. C' est un signal d'alarme.

L'Europe est à un tournant de son histoire. Elle peut surmonter les défis qui l'attendent en s'attaquant unie à la crise, en adoptant des mesures de moyen et de long terme :

- Renforcement de la gouvernance économique
- Correction des pertes de compétitivité
- Réforme du secteur financier
- Une économie sociale de marché durable, permettant le maintien de la cohésion sociale et la lutte contre le réchauffement climatique.

Les recommandations du groupe de travail sont notamment :

- D'avoir une stratégie économique appuyée sur des mesures incitatives et non plus une simple coordination des Etats comme dans la stratégie de Lisbonne.
- D'investir dans l'économie de la connaissance grâce à de nouvelles ressources pour l'Union.
- De créer un politique énergétique commune.
- De s'attaquer au déficit démographique de l'Union, notamment par l'immigration.
- D'adopter un concept stratégique commun regroupant toutes les politiques extérieures.
- De faire un projet pour les citoyens en matière de droits civils, sociaux, familiaux, en matière d'emploi.
- De faire preuve d'une volonté politique forte et d'une modification radicale de l'attitude des gouvernements nationaux à l'égard de l'Union.
- D'informer les citoyens de l'ampleur des défis.

De nombreuses voix alertent depuis quelques mois, sur les risques de déclin, voire de marginalisation de l'Union européenne si elle ne réagit pas. Cette fois-ci, ce sont des dirigeants européens de premier plan qui le font, et sur demande du Conseil européen.
Les chefs d'Etats et de gouvernement discuteront de ce rapport le 17 juin. Espérons que ce sera une prise de conscience de l'urgence de la relance du projet européen.